

« L'appel des 200 » députés socialistes, ni godillots ni déloyaux

LE MONDE | 28.08.2014 à 10h07 • Mis à jour le 28.08.2014 à 11h35 |

Par Collectif



Pour les 200 députés socialistes, le débat entre godillots et déloyaux n'a pas de sens. | AFP/JOEL SAGET

Depuis le début de ce quinquennat, les parlementaires socialistes seraient confrontés à une impossible alternative : faire preuve de déloyauté en refusant le soutien au gouvernement de gauche et au président de la République, faire preuve de passivité en revêtant le costume de godillot au Parlement.

Ce débat n'est pas nouveau dans l'histoire des socialistes. La double nature des députés, porte-parole de leur famille politique et en même temps porte-voix de leurs électeurs, a toujours été acceptée. Le groupe parlementaire n'est pas la fraction parlementaire du parti comme c'est le cas en Allemagne, il a toujours cherché son équilibre entre la singularité et la solidarité.

UNE NOUVELLE DONNE

Le débat qui a traversé, ces derniers mois, le groupe majoritaire à l'Assemblée nationale n'a pas échappé à cette apparente contradiction. D'autant que nous sommes entrés dans une nouvelle phase de la vie de nos institutions. Le non-cumul des mandats, une lecture plus parlementaire de la V^e République portée par François Hollande dans la campagne de 2012, un nouveau rapport entre l'exécutif et le Parlement proposé par le premier ministre dans sa déclaration de politique générale ont créé une nouvelle donne.

La défaite lors des récentes élections municipales et européennes est venue accentuer cette situation. Le problème n'est pas qu'il y ait des désaccords, il en a déjà existé. Rappelons-nous les votes de députés socialistes contre la première guerre du Golfe ou contre l'amnistie des généraux félons, lors des septennats de François Mitterrand. Le problème réside dans la permanence d'une défiance a priori à l'égard de l'exécutif, qui a conduit à une mobilisation de socialistes contre d'autres socialistes ou allant jusqu'à mobiliser d'autres groupes pour battre le gouvernement.

Le débat entre godillots et déloyaux n'a pas de sens. Si ce n'est notre affaiblissement collectif.

LA FRANCE A PRIS SES RESPONSABILITÉS

Alors que l'appareil productif – et d'abord l'industrie –, les comptes publics et le système éducatif ont été gravement abîmés pendant une décennie de politique libérale-conservatrice, le cap de la politique économique a été fixé, et nous l'assumons. Parlementaires, nous jouerons notre rôle pour en mesurer l'efficacité, en particulier dans le cadre de la mission sur le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui doit permettre de vérifier que l'indispensable soutien à la compétitivité de nos entreprises sert effectivement l'emploi, la formation, l'investissement, et pas la distribution de dividendes.

La France a pris ses responsabilités tant au plan des réformes – retraites, marché du travail, formation professionnelle, organisation territoriale – que du sérieux budgétaire, et il n'est pas possible, alors que la croissance est atone, de lui demander des efforts supplémentaires. L'Europe, toujours dominée par la droite, n'est pas au rendez-vous. Malgré les demandes des gouvernements de gauche, elle tarde à s'engager en faveur de la croissance, avec plus de déclarations d'intention que d'actes réels. Elle tarde à agir devant un euro qui reste trop fort.

A la rentrée, nous nous saisisons des chantiers ouverts par le chef de l'Etat et le premier ministre sur l'emploi – des jeunes et des seniors, notamment –, sur la fiscalité des ménages modestes et des couches moyennes – donc le pouvoir d'achat –, sur l'investissement – des entreprises, mais aussi des collectivités locales. Nous agirons à chaque moment pour que les inflexions sociales en faveur des plus fragiles soient prises en compte. Nous serons au rendez-vous des grands défis de la transition énergétique et de l'adaptation de la société au vieillissement qui seront examinés par le Parlement d'ici à la fin de l'année.

MODERNISER NOTRE PRATIQUE

Ce pseudo-débat entre godillots et déloyaux est derrière nous. Il faut maintenant moderniser notre pratique. Le groupe doit être plus que jamais le lieu de l'élaboration. Le respect des opinions et des personnes, la norme de nos débats. La majorité, le mode de régulation. Nous ne pèserons dans les débats que collectivement.

Nous connaissons le désarroi qui s'exprime devant des résultats qui tardent à arriver. Nous mesurons à quel point le chômage toujours trop élevé est une plaie ouverte dans notre démocratie. Nous sommes aussi conscients d'une désespérance sociale qui vient nourrir la désespérance politique. Face aux difficultés, les tentations de repli, de défiance et d'indifférence sont nombreuses. Trop souvent, le « *tous pareils* » renvoie au « *à quoi bon* », les deux nourrissant le vote Front national et l'abstention. Nous sommes convaincus qu'il revient aux parlementaires socialistes de revendiquer l'affirmation d'une détermination, d'une cohérence et d'un rassemblement pour agir.

Une détermination, dans le choix de la réforme pour notre pays. Il ne s'agit pas de changer pour changer, mais de construire une France plus efficace et plus juste, face aux inégalités territoriales et sociales.

Une cohérence, par un cap constant. Il ne s'agit pas de se montrer sourds aux manifestations d'inquiétude. Mais on ne peut redonner confiance à un pays qui doute par des coups de volant brusques et répétitifs.

Un rassemblement, car c'est ce qui fait notre force, nous permet de convaincre et d'entraîner avec nous les Français. Ce n'est pas l'argument pour éviter les débats, c'est la condition pour être audibles et crédibles, et donc un jour entendus.

Le président de la République a indiqué le calendrier de cette seconde moitié du quinquennat dans son entretien télévisé du 14-Juillet. Nous nous inscrivons dans ce chemin.

Nous voulons réussir ensemble et non perdre les uns contre les autres. La lecture plus parlementaire de nos institutions, qui doit être confortée et renforcée, exige des parlementaires pleinement responsables de l'intérêt général de la gauche et du pays. Nous voulons la réussite de la gauche et nous pèserons ensemble en ce sens.

[

Les signataires

Ibrahim Aboubacar, Patricia Adam, Sylviane Alaux, Jean-Pierre Allossery, François André, Nathalie Appéré, Joël Aviragnet, Pierre Aylagas, Guillaume Bachelay, Jean-Paul Bacquet, Dominique Baert, Gérard Bapt, Frédéric Barbier, Ericka Bareigts, Claude Bartolone, Marie-Noëlle Battistel, Nicolas Bays, Catherine Beaubatie, Jean-Marie Beffara, Luc Belot, Chantal Berthelot, Gisèle Biémouret, Philippe Bies, Erwann Binet, Yves Blein, Jean-Luc Bleunven, Patrick Bloche, Daniel Boisserie, Pascale Boistard, Christophe Borgel, Florent Boudié, Christophe Bouillon, Brigitte Bourguignon, Emeric Bréhier, Jean-Louis Bricout, Jean-Jacques Bridey, François Brottes, Sabine Buis, Jean-Claude Buisine, Sylviane Bulteau, Vincent Burrioni, Alain Calmette, Colette Capdevielle, Christophe Caresche, Marie-Arlette Carlotti, Martine Carrillon-Couvreur, Christophe Castaner, Laurent Cathala, Jean-Yves Caullet, Guy Chambefort, Jean-Paul Chanteguet, Marie-Anne Chapdelaine, Guy-Michel Chauveau, Jean-David Ciot, Alain Claey, Jean-Michel Clément, Marie-Françoise Clergeau, Philip Cordery, Valérie Corre, Jacques Cresta, Carlos Da Silva, Seybah Dagoma, Yves Daniel, Pascal Deguilhem, Michèle Delaunay, Guy Delcourt, Sébastien Denaja, Françoise Descamps-Crosnier, Sophie Dessus, Michel Destot, Fanny Dombre-Coste, René Dosièr, Philippe Doucet, Sandrine Doucet, Françoise Dubois, Anne-Lise Dufour-Tonini, Françoise Dumas, William Dumas, Jean-Louis Dumont, Jean-Paul Dupré, Yves Durand, Philippe Duron, Corinne Erhel, Sophie Errante, Marie-Hélène Fabre, Alain Faure, Martine Faure, Olivier Faure, Matthias Fekl, Hugues Fourage, Jean-Marc Fournel, Valérie Fournayron, Michèle Fournier-Armand, Michel Francaix, Christian Franqueville, Jean-Claude Fruteau, Jean-Louis Gagnaire, Geneviève Gaillard, Guillaume Garot, Hélène Geoffroy, Jean Glavany, Yves Goasdoué, Geneviève Gosselin-Fleury, Pascale Got, Marc Goua, Laurent Grandguillaume, Estelle Grelier, Jean Grellier, Elisabeth Guigou, Thérèse Guilbert, David Habib, Razzy Hammadi, Joëlle Huillier, Sandrine Hurel, Monique Iborra, Françoise Imbert, Michel Issindou, Serge Janquin, Henri Jibrayel, Armand Jung, Marietta Karamanli, Bernadette Laclais, Anne-Christine Lang, Colette Langlade, Jean Launay, Pierre-Yves Le Borgn', Jean-Yves Le Bouillonnet, Patrick Lebreton, Anne-Yvonne Le Dain, Jean-Yves Le Déaut, Annie Le Houérou, Annick Le Loch, Jean-Pierre Le Roch, Bruno Le Roux, Michel Lefait, Dominique Lefebvre, Patrick Lemasle, Catherine Lemorton, Annick Lepetit, Bernard Lesterlin, Serge Letchimy, Michel Liebgott, Martine Lignières-Cassou, François Loncle, Gabrielle Louis-Carabin, Victorin Lurel, Jean-Pierre Maggi, Jacqueline Maquet, Martine Martinel, Frédérique Massat, Sandrine Mazetier, Michel Ménard, Patrick Mennucci, Philippe Nauche, Nathalie Nieson, Robert Olive, Monique Orphe, Michel Pajon, Luce Pane, Rémi Pavros, Germinal Peiro, Hervé Pellois, Jean-Claude Perez, Sébastien Pietrasanta, Martine Pinville, Christine Pirès-Beaune, Philippe Plisson, Elisabeth Pochon, Pascal Popelin, Emilienne Poumirol, Christophe Premat, Joaquim Pueyo, François Pupponi, Catherine Quéré, Monique Rabin, Dominique Raimbourg, Marie Recalde, Eduardo Rihan-Cypel, Alain Rodet, Marcel Rogemont, Frédéric Roig, Bernard Roman, Gwendal Rouillard, René Rouquet, Alain Rousset, Boinali Said, Béatrice Santais, Odile Saugues, Gilbert Sauvan, Gilles Savary, Christophe Sirugue, Julie Sommaruga, Gérard Terrier, Thomas Thévenoud, Sylvie Tolmont, Jean-Louis Touraine, Catherine Troallic, Cécile Untermaier, Jean-Jacques Urvoas, Daniel Vaillant, Jacques Valax, Clotilde Valter, Michel Vauzelle, Olivier Véran, Fabrice Verdier, Patrick Vignal, Jean-Michel Villaume, Jean-Jacques Vlody.

Collectif

